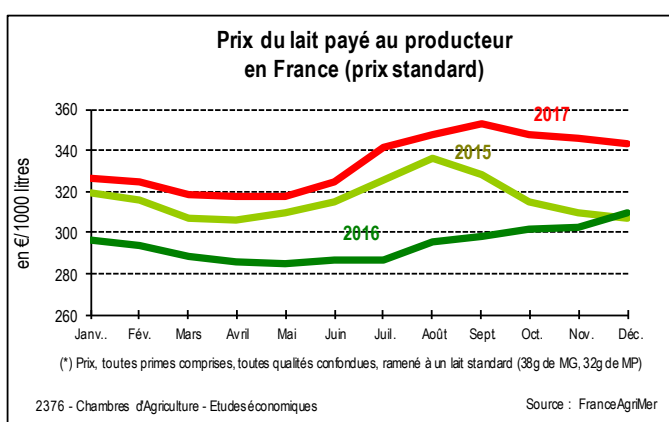


L'année 2018 annonce de nombreuses incertitudes sur le marché des produits laitiers. Si la fin de l'année 2017 a laissé entrevoir des perspectives de reprise, les résidus de trois années de crise intense pèsent encore sur la conjoncture. Pour preuve, l'accumulation des stocks européens de poudre de lait et la relance de la production mondiale risquent à nouveau de déséquilibrer un marché toujours plus fragilisé et concurrentiel. Dans un tel contexte, les outils mis en place par la PAC ont montré leurs limites, annonçant de fortes tensions à venir sur sa future orientation.

France — Lait

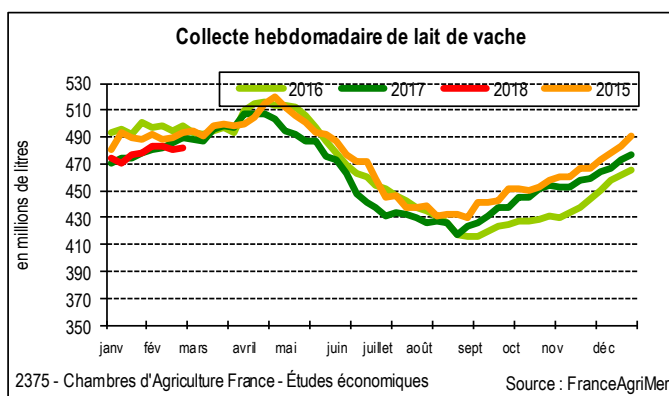
Prix du lait : inquiétudes sur le prix du lait en 2018



Après une remontée estivale du prix moyen du lait en France, la tendance est à nouveau orientée à la baisse depuis le mois de septembre. Sur l'année 2017, le prix moyen du lait standard est en hausse de 14 % par rapport à 2016 : il reste toutefois inférieur de 30 € / 1000 litres à celui de 2014. En décembre, le prix s'établit en moyenne à 343 €/1000 litres pour le lait standard. La hausse moyenne annuelle du prix du lait standard se situe entre 6,4 % pour le bassin Centre et 16,5 % pour le bassin Sud-Ouest.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

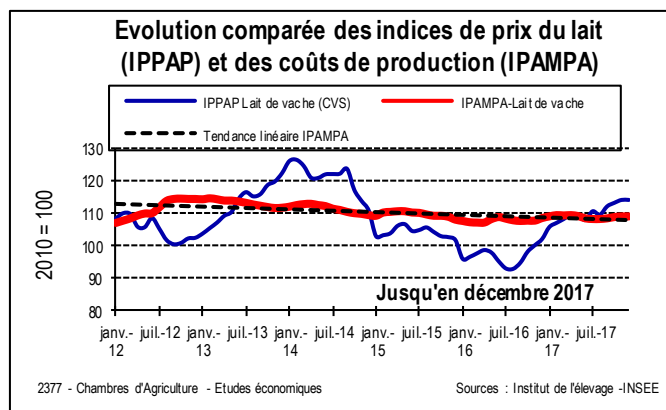
Collecte en hausse et stocks à éliminer



Sur les sept premiers mois de l'année 2017, la collecte française de lait de vache est restée inférieure aux deux années précédentes. La baisse de la collecte cumulée au 31 juillet est de 1,9 % par rapport à 2016. La hausse enregistrée sur les cinq mois suivants (+3,8 %) permet de revenir au niveau de 2016 (+ 0,3%). Toutes les régions à l'exception du Sud-Ouest enregistrent des hausses de la collecte, en particulier sur le mois de décembre 2017 par rapport à décembre 2016 : les plus importantes concernent le bassin Grand-Est (+5,7 %), le Sud-Est (+4,4 %) et le Grand-Ouest (+3,5 %). La hausse de la collecte se poursuit en ce début d'année.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Stabilité du prix d'achat des intrants



En 2017, le prix d'achat des moyens de production agricole est resté globalement stable.

Les variations les plus marquées au cours de l'année concernent les aliments achetés avec une baisse tendancielle depuis le début de l'année. Les postes « énergie » et « engrais et amendements » ont reculé sur les six premiers mois de l'année avant de revenir progressivement à leur niveau initial du début d'année. En décembre 2017, les prix sont stabilisés pour les principaux postes de charges.

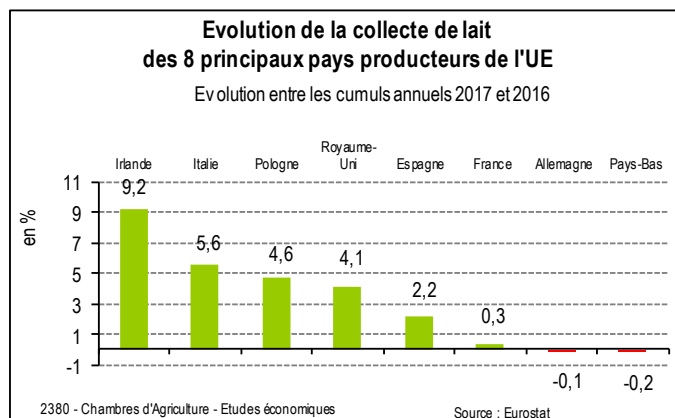
Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

EUROPE – Lait & Produits laitiers

Sensible progression de la production en 2017

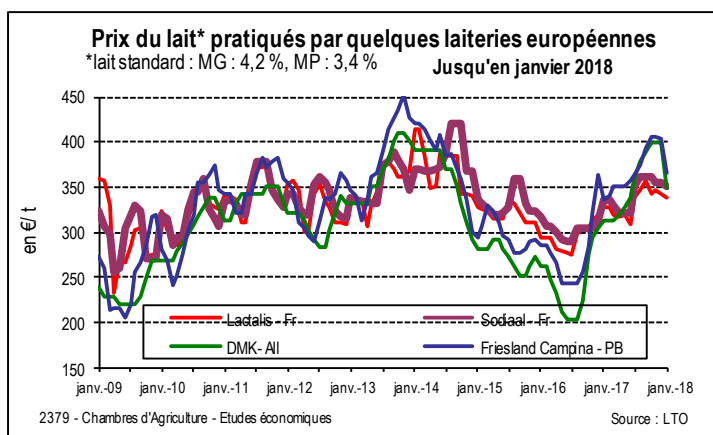
Le dynamisme de la collecte européenne au deuxième semestre 2017 fait plus que compenser la morosité du début d'année. En cumul annuel, la collecte dépasse de 2 % son niveau de 2016. La remontée des prix du lait en cours d'année contribue à ce regain de vigueur. La palme du dynamisme revient une nouvelle fois à l'Irlande, tandis que les deux principaux pays producteurs, l'Allemagne et la France, stabilisent leur production à son niveau de 2016.

Les éleveurs y sont pénalisés par des mauvaises conditions météo, des fourrages récoltés en 2016 de piètre qualité et en France, limités par les volumes prévus dans leur contrat de livraison de lait. La collecte stagne également aux Pays-Bas compte tenu de la mise en œuvre de la directive phosphore, et ce bien que certains éleveurs aient fraudé afin de continuer à produire librement. Royaume-Uni, Italie et Pologne notamment s'illustrent également par la forte progression des livraisons de lait.



Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

Hausse du prix du lait en 2017



Le prix européen moyen pondéré par la production s'établit à 349 € en 2017, 23 % au-dessus de son très faible niveau de 2016. L'italien Granarolo, qui valorise le lait notamment dans des filières sous appellation d'origine, enregistre le prix le plus élevé en 2017 (398 €/t). Grâce à de bonnes performances commerciales et à la hausse des prix du fromage et du beurre, FrieslandCampina occupe la deuxième place du podium (369 €/t). Il se place loin devant les industriels français qui avaient en revanche pratiqué des prix largement supérieurs en 2016. Compte tenu de l'érosion des prix du beurre et des autres produits laitiers en fin d'année ainsi que de la forte progression de la collecte fin 2017, de nombreux transformateurs européens abaissent le prix début 2018. Signe positif, début 2018 les cotations du beurre se stabilisent voire repartent à la hausse. Sera-ce suffisant pour enrayer la dégradation de la valorisation beurre-poudre et permettre le maintien de bons prix du lait ?

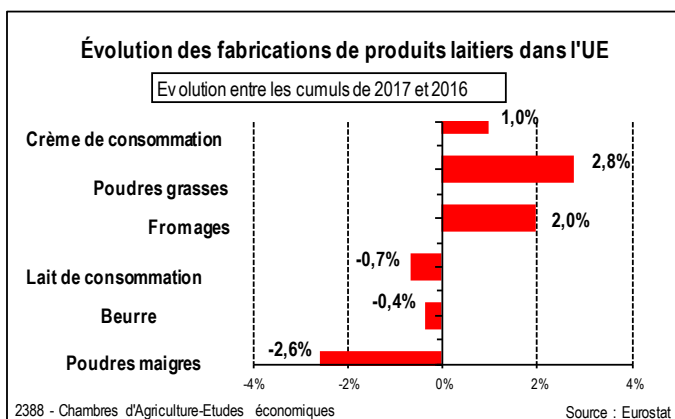
Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

Les transformateurs se tournent vers les fromages

Les fromages ont à nouveau le vent en poupe en 2017 ; ils bénéficient d'une demande vigoureuse sur le marché intérieur mais aussi à l'exportation. En revanche, le repli est sévère pour la poudre maigre malgré des exportations dynamiques et un début de remontée des cours au premier semestre. De plus, en dépit des niveaux exceptionnels de prix de son co-produit, le beurre, la valorisation beurre-poudre reste peu incitative.

D'autant que fin juin 2017, la Commission libère quelques tonnes stockées à l'intervention et met ainsi un point d'arrêt brutal à la timide remontée des cours de la poudre maigre. En revanche, les volumes de poudres grasses atteignent un niveau record, portés par le dynamisme des transformateurs néerlandais et belges et permettant un net repli des importations.

Sans surprise, les volumes reculent pour les laits conditionnés, compte tenu du repli de la consommation européenne.



Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

MONDE — Lait & Produits laitiers

La production mondiale de lait en pleine montée

La collecte mondiale de lait revient sur un chemin de croissance robuste après deux années de crises intenses. A l'inverse des disparités marquées lors des campagnes précédentes, l'ensemble des bassins de production suit la tendance au relèvement du prix des produits laitiers sur les marchés, au risque de la survenance d'une nouvelle crise de surproduction.

Les pays de l'Union européenne poursuivent le développement de leur production malgré la présence de stocks communautaires abondants (plus de 380 000 tonnes de poudre), à l'instar des Etats-Unis qui, soutenus par un marché intérieur dynamique, sont sur un rythme annuel de croissance de 2 % de la collecte nationale.

L'Argentine et l'Australie renouent également avec la croissance, bénéficiant de conditions pédoclimatiques favorables à la pousse de l'herbe et des premiers effets de restructuration de leur secteur laitier.

Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande affiche un fort accroissement de sa production, impulsé pour le moment par des prix tirés à la hausse grâce à la demande asiatique, ainsi que par la recomposition des cheptels en termes de capitalisation (hausse de la taille des troupeaux) et de progrès génétique optimisant la productivité des animaux. Cependant, le pays a subi une sécheresse sur les derniers mois de l'année 2017, sécheresse ayant significativement affecté la pousse de l'herbe.

Tableau 1 : Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux en millions de tonnes

Pays	2016	2017 (est.)	2018 (prév.)	Evolution 2016/2017 (%)	Evolution 2017/2018 (%)
UE-28	151	151,7	152,1	1%	0,30%
Etats-Unis	96,3	97,8	99,5	2%	2%
Nouvelle-Zélande	21,2	21,5	21,9	1%	2%
Argentine	10,2	10,1	10,7	-1%	6%
Australie	9,5	9,3	9,5	-2%	2%

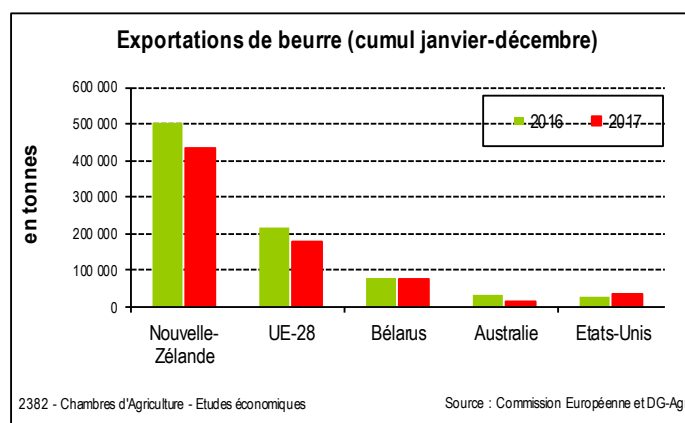
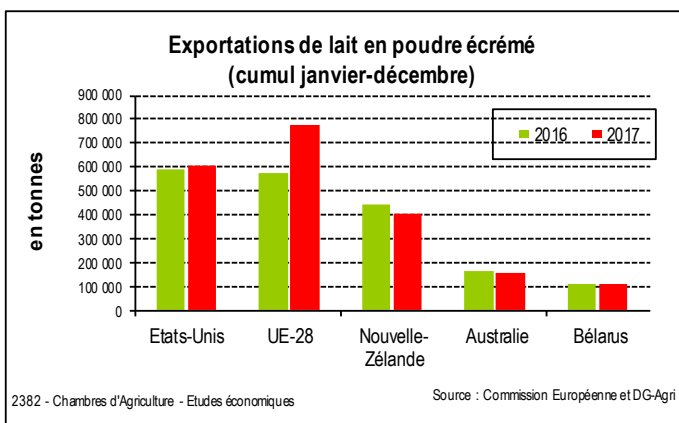
Source : USDA

Ainsi, le rythme de production néo-zélandais a ralenti sur les derniers mois de l'année 2017 et en ce début d'année 2018.

Au final, le taux de croissance annuel de la collecte mondiale de lait pour 2017 et 2018 devrait se situer aux alentours de 1 % sur cette période, mais sous des conditions économiques et climatiques très incertaines.

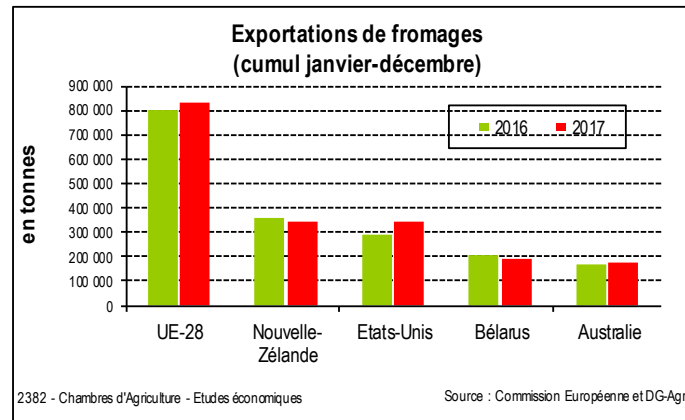
Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Des échanges mondiaux à la recherche de nouveaux équilibres



L'exportation apparaît pour le moment comme la bouée secours pour la poudre de lait européenne. En effet, les exportations de poudre européenne se sont accrues de 36 % entre 2016 et 2017, se hissant à un niveau proche de 780 000 tonnes. Or, ces exportations record ne suffisent pas à désengorger les stocks communautaires de poudre. Un ralentissement de la demande étrangère risquerait donc de déséquilibrer la filière européenne, malgré la forte demande mondiale sur les matières grasses comme les fromages. Les exportations européennes sur ce dernier produit ont d'ailleurs aussi progressé (+4 % en un an), confortant la place de leader des pays de l'Union sur ce segment. La Nouvelle-Zélande apparaît en retrait dans ces échanges mondiaux, la réduction de la collecte fin 2017 ayant amputé les capacités exportatrices du pays.

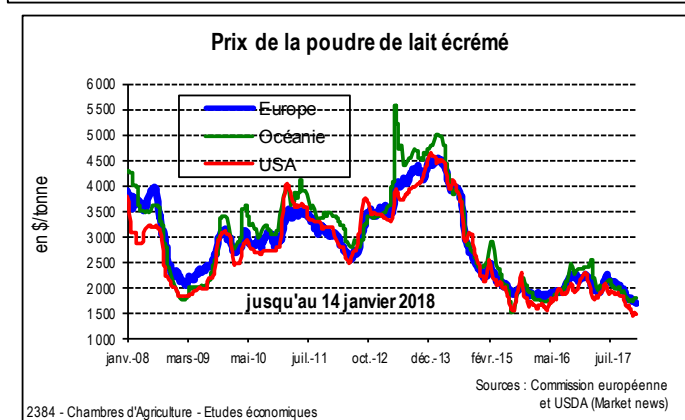
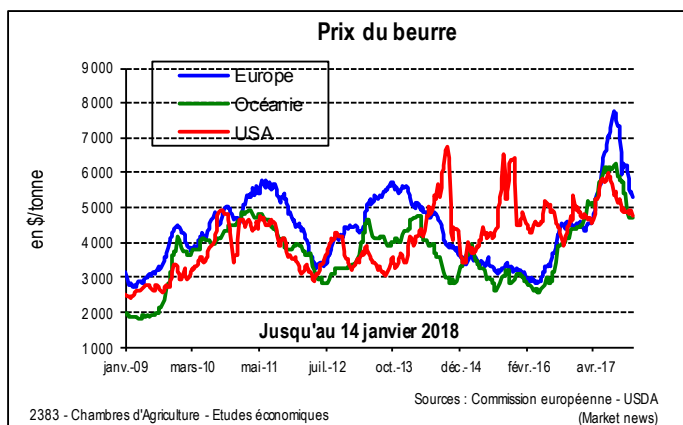
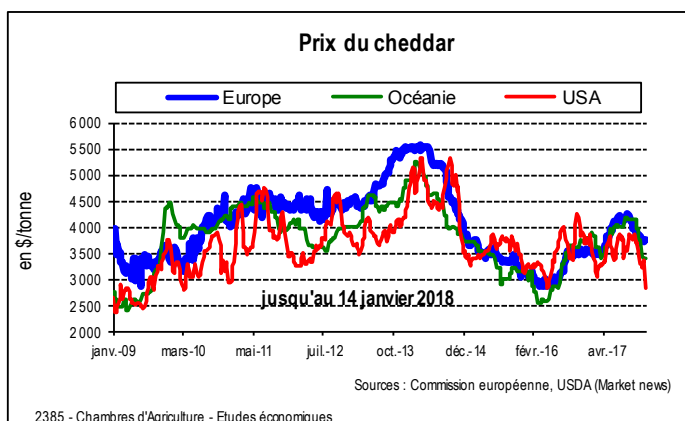
Dans le même temps, les Etats-Unis en ont profité pour se hisser au rang de deuxième exportateur mondial de fromage ex-aequo avec la Nouvelle-Zélande (environ 343 000 tonnes exportées en 2017). Enfin, la pénurie de beurre qui a marqué l'année 2017 s'est aussi ressentie



sur les marchés mondiaux, puisqu'à l'exception des Etats-Unis, l'ensemble des pays exportateurs de beurre ont significativement réduit leurs expéditions pour couvrir leur marché intérieur (-13 % pour la Nouvelle-Zélande, -18 % pour les pays de l'UE et jusqu'à -46 % pour l'Australie).

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Prix des produits laitiers : nouveau décrochage en vue ?

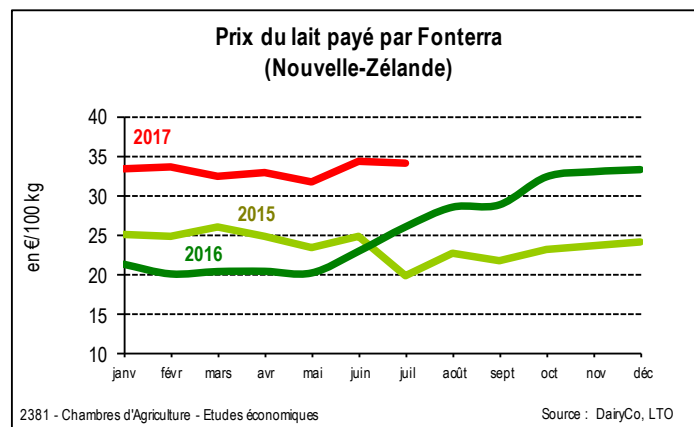


Le rebond de la demande mondiale ne suffit pas à tirer les cours du marché des protéines. Le retour à des niveaux élevés de production sur la fin de l'année 2017 a contribué à alourdir le marché, confirmant la fragilité de ses relais de croissance plus particulièrement à cause des stocks européens de poudre. La bonne valorisation des fromages sur les trois premiers trimestres de l'année 2017 a conduit à encourager les fabrications dans les bassins exportateurs.

Or, la mise en marché de ces nouvelles disponibilités constitue désormais une force de rappel pour des prix qui étaient jusqu'à anormalement élevés. Le prix du lait risque donc à nouveau de se retrouver sur une pente baissière pour les deux premiers trimestres de 2018.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Prix du lait dans le monde: des incertitudes et un retournement futur ?



L'année 2017 apparaît globalement positive pour les producteurs néo-zélandais, le prix du lait payé par Fonterra étant stabilisé jusqu'à 335 €/tonne sur les trois premiers trimestres, principalement grâce à un client chinois de retour aux achats et aux tensions sur l'offre de beurre.

Si l'indice de la plateforme d'enchères Global Dairy Trade affichait une décote sur la fin de l'année 2017, celui-ci repart de nouveau à la hausse jusqu'à 1061 points mi-février 2018. Mais les récents signaux envoyés par le marché semblent indiquer un possible retournement à venir, l'indice ayant perdu 10 points à la dernière séance de marché.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

FRANCE — Produits laitiers

Recul des principales fabrications de produits laitiers

En 2017, les fabrications de produits laitiers sont orientées à la baisse pour la plupart d'entre-elles. Les fabrications de crème conditionnée et les conditionnements de poudres de lait infantiles font exception avec +5 % pour les crèmes et +67 % pour les poudres infantiles.

Sur le dernier mois de l'année, on enregistre une forte augmentation des fabrications pour le beurre, les poudres de lait et la crème conditionnée. Inversement, toutes les catégories de fromages reculent hormis les fromages à pâte pressée cuite.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Tableau 2 : Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	déc-17			Cumul année 12 mois	
	quantités (1000 tonnes)	évolution M/ M-1 (%)	évolution / mois N / N - 1 (%)	quantités (1000 tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	296 579	5,90%	0,30%	3 278 760	-1,20%
Beurre	37 742	21,40%	2,70%	404 340	-5,10%
Poudres de Lait	48 841	12,40%	2,10%	530 148	-5,30%
Fromages et spécialités fromagères	132 754	-9,20%	-10,20%	1 713 817	-1,30%
Crème	44 453	9,30%	9,60%	466 027	5,10%

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

FOCUS : Secteur laitier, l'aube d'une nouvelle crise ?

Le secteur laitier a traversé une crise profonde durant trois ans, crise qui fut mise au jour au moment où les quotas laitiers ont été abrogés en avril 2015. L'effondrement des prix avait durement affecté les élevages laitiers en France, provoquant baisse du revenu, cessation d'activité, ou reconversion en bio ou en productions végétales. Les mesures prises par l'UE, notamment fin 2016 la mesure d'aide à la réduction volontaire de la collecte occasionnèrent un début de redressement des prix. L'embellie très contrastée des prix semble toutefois précaire, puisque la production de lait est repartie à la hausse dans les grands bassins mondiaux de production.

L'année 2017 s'est caractérisée par un redressement des prix des produits laitiers, plus ou moins prononcé selon qu'il s'agissait du beurre ou de la poudre. Défrayant la chronique, la flambée du prix du beurre n'a toutefois pas eu l'effet d'entraînement attendu sur la poudre de lait, dont le prix est resté très en-deçà. Il y eut pourtant un véritable redressement des prix durant plusieurs mois, imputable au ralentissement de la collecte en Europe et à une reprise de la demande mondiale. Il aura toutefois été de courte durée puisque dès mi-2018, la décision de la Commission européenne de remettre sur le marché 100 tonnes de poudre de lait écrémé stockée à l'intervention a mis un point d'arrêt à la remontée des cours de la poudre maigre.

Le début de l'année 2018 a mal commencé pour le secteur laitier français. Outre la question de la contamination de la poudre de lait infantile par la salmonelle, ayant révélé au passage le mutisme de Lactalis quant à ses pratiques et à ses résultats économiques, c'est l'imminence d'une nouvelle crise qui agite les observateurs et inquiète les acteurs, tant du côté des éleveurs que de celui, notamment, du Comité européen des régions, lequel a fait part de son inquiétude dans un communiqué de presse en date du 1er février 2018. Une telle crise, si elle surgissait des marchés, serait tout bonnement catastrophique, dans la mesure où les plaies laissées par la précédente ne sont pas encore tout à fait refermées.

Une collecte laitière qui repart à la hausse

La collecte laitière dans le monde a manifestement été vive au cours du dernier trimestre 2017. La production 2018 est même annoncée en forte hausse. Malgré un stock conséquent de poudre maigre, la production américaine devrait repartir, en raison d'un cheptel qui continue à augmenter, et des disponibilités des céréales et des concentrés, qui par surcroît ont un prix bas. Du côté de la Nouvelle-Zélande, la production repart également, favorisée par la meilleure orientation des prix, et par un allègement du coût de l'aliment animal, deux paramètres conduisant à la reconstitution des trésoreries. Et ce n'est pas la dimension environnementale qui, à court terme, freinera l'ardeur productive des éleveurs laitiers néo-zélandais.

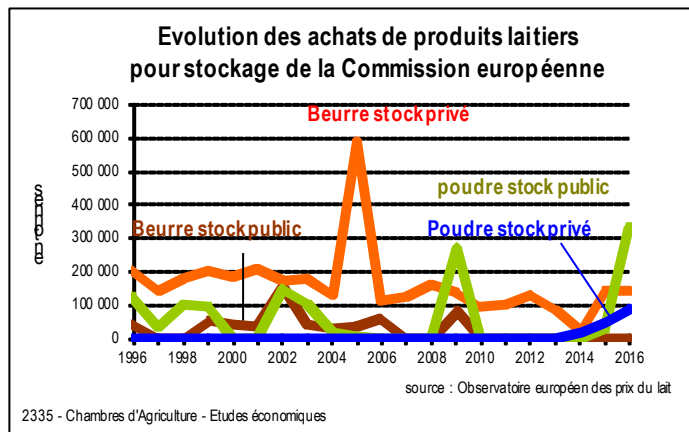
La collecte européenne est, quant à elle, calée sur une hausse de +4,5% depuis la fin de l'année 2017. Pour le seul mois de novembre 2017, la hausse de la collecte a été de +6% par rapport à novembre 2016. L'Irlande et la Pologne tirent vers le haut ce regain de production (respectivement +9,1 et + 5%), suivis par les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne et par la France. Dans ce dernier pays, la collecte de la fin de l'année 2017 se situe à un niveau plus élevé que celle de 2016. Remarquons que en valeur absolue, l'Allemagne et la France sont en revanche les plus gros contributeurs à la hausse de la production du mois de novembre, avec +152 000 tonnes et +108 000 tonnes respectivement, contre 94 000 tonnes pour le Royaume-Uni, 53 000 tonnes pour l'Irlande et 46 000 tonnes pour la Pologne.

En plus de cette remontée de la collecte en Europe, il faut ajouter l'état des stocks de poudre de lait détenus par la Commission européenne, qui fait obstacle au raffermissement des prix. Ces stocks se sont constitués au plus fort de la crise laitière, lorsque les achats à l'intervention furent décidés, au prix de 1 700€ la tonne. De 350 000 tonnes en 2016, les stocks ont atteint un nouveau niveau record, 380 000 tonnes en 2017, alors que, dans le même temps, la demande mondiale s'est renforcée. Comme la poudre ne peut être stockée indéfiniment, on atteint aujourd'hui une limite qualifiée de péremption. D'où la nécessité de réfléchir à leur destin.

Trois issues se présentent : la destruction de ces stocks, la distribution sous forme de dons, en particulier au programme alimentaire mondial, soit, enfin, les utiliser pour l'alimentation du bétail. Les modalités de résorption des stocks communautaires vont constituer dans les mois à venir l'une des clés pour repousser le spectre d'une nouvelle crise laitière dans l'Union européenne, l'autre résidant dans la responsabilité de tous

les acteurs en matière de maîtrise de la production. A l'échelon national, le plan France Terre de Lait porté par la filière laitière peut faire obstacle à cette menace d'une nouvelle crise, en particulier par le truchement de la création de valeur ajoutée. Dans l'immédiat, la surproduction de lait, qui fut l'un des déclencheurs de la crise de ces trois dernières années, est envisagée pour le printemps 2018.

Graphique 1



A quoi joue la Commission européenne ?

En réalité, l'une des décisions prise par le Commissaire Phil Hogan et adoptée par le Conseil des Ministres du 29 janvier dernier, n'est rien moins que de supprimer temporairement les achats automatiques de poudre de lait, sans aucune contrepartie. Le dispositif d'intervention dans sa forme actuelle semble avoir trouvé ses limites, les stocks de poudre ne se vendent pas et les cours sont déprimés par le niveau des stocks invendables pour le moment. Le risque est donc grandissant de voir resurgir une crise dans le secteur laitier, d'autant plus que Phil Hogan a renoncé à inscrire la réduction volontaire de la collecte, assortie d'une aide, dans le règlement Omnibus que le Parlement européen avait retenue lors de sa séance plénière du 8 juin 2017. Du côté de Bruxelles, on ne se démarque décidément pas d'une vision du fonctionnement de l'économie agricole et de son secteur laitier. Il s'agit de poursuivre le processus de dérégulation du marché, entamé en 1992, et, dont le point culminant fut la décision de sortir du dispositif des quotas laitiers. Les éleveurs laitiers sont désormais plongés dans un univers hyper concurrentiel, chacun déployant sa propre stratégie de résistance.

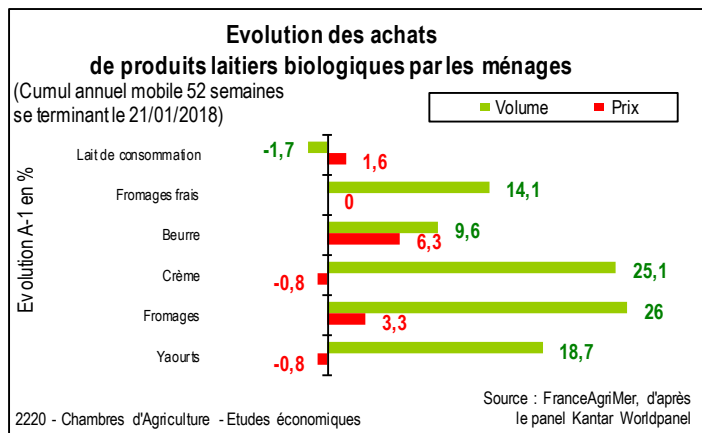
L'hydre du libéralisme bouge encore

C'est une fois de plus la démonstration que la Commission s'en remet au marché, la faiblesse des prix des produits laitiers opérant comme une sorte d'instrument darwinien de sélection des producteurs les plus performants, c'est-à-dire ayant un différentiel de coûts de production favorable. C'est pour éviter le retour de la surproduction que la maîtrise des volumes est tant revendiquée aujourd'hui, que ce soit par les producteurs ou les transformateurs privés (au travers des contrats) et ou les coopératives – voir par exemple la récente déclaration du Président de Coop de France métiers du lait, Damien Lacombe – y compris chez leurs homologues Allemands.

Comme prévu, les lignes de fracture se mettent en place au sein de l'Union européenne, opposant les « interventionnistes », qui militent pour un encadrement des volumes, aux « libéraux », arc-boutés sur l'observation des signaux du marché à laquelle doivent se plier les éleveurs. Ces lignes de fracture illustrent la guerre des prix en cours de formation. Une telle dynamique ne peut qu'être, une fois de plus, préjudiciable aux éleveurs, l'affaiblissement des prix bénéficiant entre autre à ce géant agroalimentaire qu'est Lactalis. La lourde menace qui pèse sur le marché des produits laitiers constitue en réalité les signes annonciateurs des tensions en gestation sur l'avenir de la PAC.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

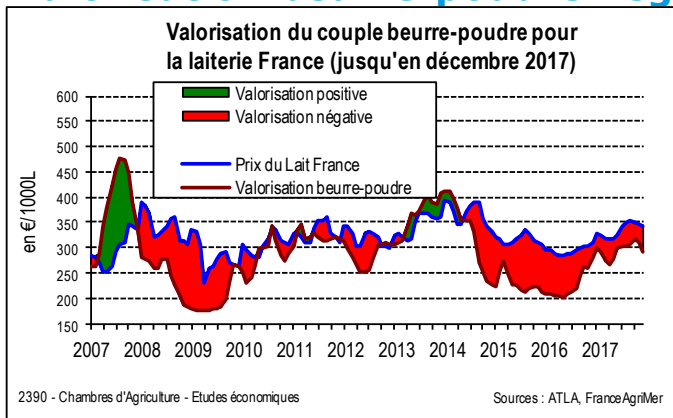
La consommation de produits laitiers bios en forte progression



Le bilan des achats par les ménages de produits bio en 2017 évolue positivement par rapport à celui des produits laitiers en général. La consommation des ménages en produits bio ne faiblit pas, sauf pour le lait liquide bio qui a connu un recul des disponibilités en début d'année du fait des aléas climatiques impactant la production de fourrages. A la suite des Etats Généraux de l'Alimentation, le Gouvernement a annoncé des échéances : un nouveau plan bio pour 2018, 15% de la SAU en bio pour 2021 et 50 % de produits bio, locaux ou écologiques dans la restauration collective pour 2021. Le marché des produits biologiques semble donc avoir un bel avenir devant lui. En ce qui concerne les produits conventionnels, les ventes de fromages ont été stables (+0,2 %) tirées par une demande dynamique en mozzarella (+12,6 %) et en raclette (+ 7,1 %). Quant au beurre, celui-ci a souffert de la baisse des disponibilités avec des achats en recul de 2,2 % mais avec un prix moyen d'achat en hausse de 9,7 %. Quant au lait de consommation, celui-ci poursuit son érosion (-3,5 % et -5,3 % pour le lait UHT demi-écrémé standard).

Contact : Chantal ROVELLI (APCA)

Valorisation beurre-poudre négative



Après s'être rapprochée de l'équilibre début 2017, la valorisation beurre-poudre connaît de nouveau un décrochage par rapport au prix du lait*. Le niveau de valorisation reste négatif et toujours inférieur au niveau d'avant crise.

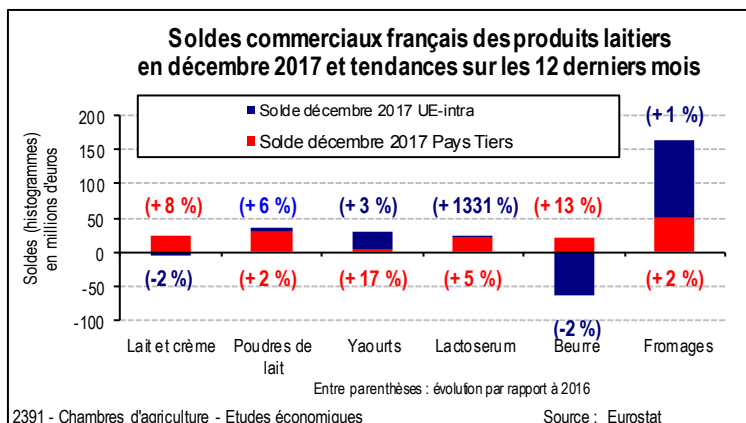
*prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP).

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Commerce extérieur : Contraction de l'excédent commercial en 2017

Les échanges commerciaux français de produits laitiers ont été mieux orientés durant les douze derniers mois. A l'exception du lait et crème et du beurre, dont les flux ont connu une évolution négative en particulier sur l'Union européenne, les autres produits ont progressé, tant sur les marchés tiers (lait et crème, fromages, lactosérum et yaourts) que sur l'intracommunautaire (poudres de lait, yaourts, fromages).

Toutefois, sur l'année 2017, l'excédent encore confortable tiré du commerce de produits laitiers, enregistre une baisse de 11 %. Cela s'explique par la croissance des importations durant l'année 2017 (+0,7 milliard d'€).



L'évolution des échanges de beurre avec les partenaires de l'UE traduit l'insuffisante production nationale de cette matière grasse, obligeant les industriels à importer en provenance de Belgique, des Pays-Bas ou d'Allemagne.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

ANNEXE - Tableau régional

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Rappel des livraisons 2016/2017 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2017 à décembre 2017 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en décembre 2017 (€/1000l)	Evo. du prix du lait décembre 2017 / décembre 2016 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er septembre 2017 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	24 831 490	10,5	360,6	369,8	10,7	488	-1,9%
Bourgogne-Franche-Comté	15 040 790	6,3	423,9	421,5	3,6	268	-1,4%
Bretagne	53 195 900	22,4	324,8	331,8	11,2	776	0,4%
Centre-Val De Loire	4 394 060	1,9	331,3	333,0	6,5	61	-1,6%
Corse	0	0,0				0,1	14,5%
Grand-Est	21 749 310	9,2	336,2	338,2	13,5	334	-1,5%
Hauts-de-France	22 412 020	9,4	328,3	332,4	15,9	312	-1,0%
Ile-de-France	388 960	0,2	350,1	342,6	4,7	6	0,4%
Normandie	37 277 170	15,7	327,1	332,8	9,6	601	0,0%
Nouvelle-Aquitaine	11 887 750	5,0	323,1	335,6	14,2	189	-5,3%
Occitanie	7 793 130	3,3	330,5	342,6	15,6	138	-4,5%
Pays-de-la-Loire	38 196 910	16,1	329,0	335,7	10,2	540	-0,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	194 820	0,1	329,4	341,0	14,0	7	-2,8%
D.O.M.		0,0					
FRANCE	237 362 310	100	341	346,4	10,5	3 722	-0,5%

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. ** y compris Limousin pour les prix.

Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache